
SYNDICATS ET MOUVEMENTS SOCIAUX EN ARGENTINE ET EN BELGIQUE : QUELLES STRATÉGIES DE RÉSISTANCE AU NÉOLIBÉRALISME ?

Patricia VENTRICI ¹
Juan MONTES CATO
Véronique CLETTE
David JAMAR
Esteban MARTINEZ

Résumé :

Ces dernières années ont connu une recrudescence de formes de luttes variées, de résistances au néolibéralisme, formes abondamment commentées dans une littérature prenant pour objet les nouveaux mouvements sociaux. Parallèlement, l'affaiblissement des formes de régulation collectives du salariat a contribué à diversifier les profils des acteurs de la résistance autant que les revendications. L'article propose d'explorer les relations entretenues entre mouvements sociaux de luttes contre la précarité et les structures syndicales dans le cadre de leurs résistances au néolibéralisme. Loin de promouvoir l'idée d'une étanchéité entre ces mouvements – nouveaux contre anciens, travail contre thématiques plus larges –, les cas argentins et belges permettent, à l'inverse, de saisir la variété de relations tantôt enchevêtrées, tantôt conflictuelles.

Mots-clés: syndicalisme, relations collectives, mouvements sociaux, néolibéralisme, Argentine, Belgique

Trade Unions And Social Movements In Argentina And Belgium: What Strategies For Resisting Neoliberalism

Abstract:

In recent years, there has been a resurgence of various forms of struggle and resistance to neoliberalism, which have been extensively discussed in the growing body of literature on new social movements. At the same time, the weakening of collective labor regulations has contributed to diversifying both activists' profiles and demands. The article explores the relationship between social movements against precariousness and trade union organizations in their fight against neoliberalism. Rather than claiming these to be entirely separate movements (old and new, labor related or more general), Argentinean and Belgian cases are compared to reveal the wide range of entangled and/or conflictual relationships.

Keywords: Trade unionism, industrial relations, social movements, neoliberalism, Argentina, Belgium

¹ Patricia VENTRICI et Juan MONTES CATO, CONICET
Véronique CLETTE et Esteban MARTINEZ, METICES-ULB
David JAMAR - Université de Mons.

Introduction

La crise économique et financière internationale qui traverse à des degrés divers les économies des pays développés et émergents constitue un défi pour les syndicats, les mouvements sociaux et les organisations populaires en vue de proposer des alternatives aux modèles de développement économique et aux formes de représentation politique. Le programme néolibéral se présente comme l'unique perspective valable pour affronter les problèmes économiques, en promouvant un schéma qui articule ajustements budgétaires, retrait de l'Etat et privatisation, modèle expérimenté dans divers pays latinoaméricains, avec une acuité particulière au cours de la décennie nonante. Le résultat de son déploiement dans les pays de cette région fut désastreux en raison de l'aggravation de la plupart des indicateurs de bien-être social : augmentation du chômage, des inégalités, marchandisation d'espaces publics et concentration économique.

Partant du cas paradigmatique de l'Argentine en termes d'amplitude de la crise économique, nous cherchons à mener une réflexion comparative avec ce qui se passe en Belgique. Le tournant néolibéral qui se marque ces dernières décennies à l'échelle de l'Union européenne trouve ses racines dans le détricotage des politiques économiques keynésiennes initié dès la fin des années 1970. Les tentatives de donner une orientation sociale aux politiques européennes, soutenues par l'institutionnalisation du "dialogue social", se sont constamment heurtées à la primauté donnée à la libération transnationale des échanges, aux droits de la concurrence, à l'augmentation des taux d'emploi et à l'assainissement des finances publiques. Dans un espace économique et monétaire unifié, les marges d'action syndicales se sont dès lors trouvées conditionnées par les pressions à la baisse sur les salaires et sur les conditions de travail résultant de négociations nationales concurrentielles.

Dans le contexte particulier de chaque région, l'expérience du syndicalisme belge et argentin se caractérise historiquement par un pouvoir significatif, sous-tendu par des taux d'affiliation élevés, des structures consolidées, de fortes traditions politiques et des capacités de mobilisation et de négociation. Cependant, les politiques néolibérales appliquées au travers des programmes d'ajustement structurel² ont impacté de manière significative les formations syndicales, en fragilisant certains de leurs supports. Simultanément émergent de nouvelles organisations avec un soutien populaire dans les territoires qui révèlent la gravité de la crise actuelle du capitalisme. Ces organisations interpellent les gouvernements conservateurs et réclament aussi une place plus grande dans la représentation politique des populations exclues par le modèle économique.

² Ensemble de mesures imposées par les instances internationales - notamment par le FMI - à un pays, afin qu'il sorte de sa situation de crise financière et de déficit des comptes extérieurs. Cela passe généralement par une dévaluation de la monnaie, une réduction des dépenses publiques (administration, enseignement, santé...), des baisses de revenus, la suppression des limitations au commerce international et aux investissements étrangers, le transfert de propriété de ressources nationales à des firmes étrangères, la privatisation de monopoles publics. GRESEA, <http://www.gresea.be/+Plan-d-ajustement-structurel+>

Dans cet article, nous analysons les problèmes, tensions et contradictions entre les organisations syndicales et les nouveaux mouvements de Belgique et d'Argentine dans une perspective qui permette de relier et repenser les stratégies syndicales et les mouvements sociaux pour une plus grande capacité d'articulation et d'innovation politique. Il s'agit d'étudier ces expériences en identifiant le contexte d'émergence, les niveaux d'articulation et d'institutionnalisation ainsi que les capacités à absorber de nouvelles revendications.

Dans le cas de la Belgique, nous abordons un syndicalisme inclusif, fondé sur une affiliation de masse, ouvert aux travailleurs sans emploi, et cherchant à renouveler ses modes d'actions en établissant des convergences avec des mouvements citoyens. Pour l'Argentine, nous nous référons à l'expérience spécifique de la *Central de Trabajadores de la Argentina* (CTA), comme l'expression d'un syndicalisme renouvelé, et quelques pratiques syndicales émergentes dans des secteurs particuliers.

L'article présente, dans un premier temps, le contexte de mise en oeuvre des politiques néolibérales afin de faire émerger les similitudes et différences des deux cas nationaux étudiés. L'article analyse ensuite les stratégies de résistance des syndicats et des mouvements sociaux en cherchant à les caractériser à partir des expériences significatives. Pour conclure, l'article propose une réflexion sur l'articulation des diverses formes d'expression de ces acteurs sociaux.

1. Le programme néolibéral en Amérique Latine et en Europe : les cas de l'Argentine et de la Belgique.

Durant les années nonante, un programme néolibéral dur s'est imposé en **Argentine** et dans le reste de l'Amérique Latine qui a profondément affecté la composition du groupe social des ouvriers tant en termes de conditions matérielles d'existence que dans ses représentations et formes d'organisation et de mobilisation.

Face à un mouvement ouvrier argentin fortement organisé (avec des taux de syndicalisation de 40 %), mobilisé (protagoniste de luttes sociales) et enraciné dans les lieux de travail (présence à travers un réseau de délégués et de commissions internes³ dans les entreprises), les programmes d'ajustement structurel ont fait porter les coûts économiques sur les travailleurs et les classes populaires, soutenus par une politique visant à les discipliner et à les dépolitiser pour imposer une idéologie ne laissant aucune place à la dissidence. Le résultat fut l'augmentation du chômage, la précarisation et la pauvreté à un niveau comparable à celui du début du XX^e siècle.

Ces politiques ont conduit à une libéralisation économique effrénée et à la privatisation des entreprises publiques. L'arrivée d'une nouvelle vague d'entreprises multinationales au

³ Les commissions internes correspondent aux comités/conseils d'entreprises présents dans les entreprises européennes.

détriment des petites et moyennes entreprises nationales a contribué de manière significative à la concentration du tissu productif dans des figures monopolistiques et oligopolistiques. Les changements dans le modèle d'accumulation du capital, sur la position des travailleurs sur le marché du travail (précarisation) et en termes de droit du travail constituent les indicateurs les plus visibles de l'affaiblissement du rapport de force syndical.

La stagnation de l'économie argentine à la fin des années nonante, assortie d'une forte délégitimation politique de la coalition au pouvoir et d'un délitement des liens sociaux, s'est conclue par une crise économique, sociale et politique sans précédents en 2001. La mise en oeuvre des politiques de restructuration s'est soldée par une réforme profonde des institutions du travail, une détérioration de tous les indicateurs du marché du travail et un affaiblissement des relations professionnelles avec la décentralisation de la négociation collective et la flexibilisation des conditions de travail. Ces politiques furent soutenues par des acteurs du capital national et international fortement favorisés par le programme de privatisation, le financement de l'économie à travers l'endettement, l'abolition des barrières douanières, la consolidation de monopoles et la désindustrialisation de l'économie. L'accord entre les représentants des secteurs dominants et le gouvernement durant les années 1991-2001 a entraîné un recul des conquêtes du travail acquises lors des luttes ouvrières antérieures et s'inscrit dans l'offensive néoconservatrice définie durant la dictature de 1976-1982.

En Belgique, comme dans toute l'Union européenne, les politiques néolibérales ont mis en cause, à des degrés divers, les quatre piliers de l'Etat social : les protections sociales, les services publics, les régulations des rapports de travail et les politiques économiques (Ramaux, 2012). La structuration éclatée du champ politique qui implique la mise en place de gouvernements de coalition et associe en général les partis de la droite libérale et conservatrice aux partis sociaux-démocrates, tend cependant à atténuer ces inflexions. Si bien que, dans les comparaisons internationales, la Belgique reste un pays relativement égalitaire grâce à la préservation des mécanismes sociaux correcteurs qui caractérisent le « modèle belge » de concertation sociale : sécurité sociale redistributive, indexation automatique des salaires, négociation collective centralisée. Cependant, les avancées de la contre-réforme néolibérale initiée dès la fin des années 1970 et intensifiée suite à la crise financière de 2008 sont incontestables : en Belgique, également, la dimension sociale est manifestement subordonnée aux impératifs économiques de la compétitivité et de la libre concurrence.

En matière de protections sociales, la réduction continue de la dette publique jusqu'en 2008 témoigne à suffisance de la rigueur budgétaire qui a été appliquée à tous les secteurs de la sécurité sociale⁴. Il est remarquable de constater en particulier que les atteintes portées aux droits des chômeurs, sous le couvert de mesures d'activation, est une constante de la politique publique de l'emploi. Sur le plan de la privatisation des services publics, elle s'est traduite

⁴ La dette publique belge qui avait atteint 138 % du PIB en 1993 a été ramené à 84 % à la veille de la crise financière de 2008, pour ensuite remonter à 101 % en 2011.

par la création, depuis 1991, d'entreprises publiques autonomes dans des secteurs tels que les télécommunications, la poste et les chemins de fer. En ce qui concerne la régulation des rapports au travail, la politique néolibérale s'illustre par la rhétorique de l'augmentation du taux d'emploi et la « modernisation » corrélative du marché et de l'organisation du travail : flexibilisation du temps de travail et des formes d'emploi selon la revendication récurrente du patronat belge depuis les années 1980 ; dans le contexte d'un chômage massif redistribution du travail disponible sur une base individuelle (promotion du travail à temps partiel féminin au détriment de la perspective syndicale d'une réduction collective du temps de travail) ; développement de « marchés transitionnels » c'est à dire de situations intermédiaires entre l'emploi « standard » et la formation, la vie privée, le chômage, la retraite et l'invalidité qui a pour effet de maintenir de façon extensive une main-d'œuvre employable disponible aux marges de l'emploi standard. Quant à la politique économique, on retiendra surtout la prééminence accordée à la compétitivité par les coûts impliquant l'austérité salariale contre l'option de politiques de relance fondées sur le soutien du pouvoir d'achat et de la dépense publique et privée. Cette orientation s'est concrétisée depuis le milieu des années 1990 par l'instauration d'une norme salariale qui conduit dans l'actualité au blocage des salaires.

Contrairement à certaines attentes, la crise du néolibéralisme, qui se marque depuis 2008 à travers l'augmentation de l'endettement public et la montée du chômage, n'a pas eu pour effet d'infléchir les politiques menées mais bien de les intensifier : engagement pris à l'échelle européenne de ramener la dette publique à 60% du PIB et de viser l'équilibre budgétaire ; allongement de la vie professionnelle par le report de l'âge de la pension à 67 ans et la suppression des possibilités de départ anticipé ; austérité salariale ; limitation des droits à l'assurance-chômage ; etc. Mais par-dessus tout, c'est le « modèle belge » de concertation sociale qui se trouve mis en difficulté, dans la mesure où la politique gouvernementale laisse peu de marges à la négociation collective, comme à d'autres périodes critiques et, fait nouveau, s'attaque frontalement aux forces syndicales.

2. Stratégies de résistance : émergence de sujets politiques et nouvelles formes d'organisation et d'expression

Les politiques d'austérité appliquées jusqu'en 2003 en Argentine et avec une évidence particulière depuis 2008 en Belgique ont mobilisé un ensemble d'organisations sociales qui mettent en tension non seulement les effets les plus pervers des politiques néolibérales mais également questionnent l'échafaudage politique et les structures de pouvoir qui les ont soutenues. Peut-être que le point de concordance de ces expériences diverses réside dans le délitement de la politique en tant qu'instrument de transformation sociale et la réduction des voies possibles à l'unique option tracée par la technocratie néolibérale. Il s'agit en définitive de l'appauvrissement de la politique comme construction d'alternatives.

C'est précisément cet abandon de la politique qui a contribué à la mise en oeuvre des politiques d'ajustement, le démantèlement de toute forme d'opposition fut la condition politique pour appliquer les réformes du marché du travail et des relations professionnelles.

Malgré cela, et de manière progressive, diverses expériences de résistance ont émergé en fonction de la perte de représentativité des partis plus traditionnels et des effets produits par ces politiques : chômage, problèmes de logement, économie alternative, etc. De toute évidence, une des expériences alternatives des plus significatives dans le cas argentin est liée aux mouvements de travailleurs sans emploi qui émergent au milieu des années 90 quand les effets des politiques d'ajustement structurel se manifestent avec plus de forces. En ce sens, les grandes transformations décrites ci-avant ont à la fois entraîné une profonde *décomposition sociale*, et, dans le même temps, déclenché un processus de *recomposition des liens* dans les milieux populaires en termes de résistance et d'organisation. Il s'agit d'expériences qui ont donné sens aux anciennes traditions combattives des classes populaires tout en incorporant de nouvelles formes d'expression, d'organisation et de consignes revendicatives contemporaines, c'est à dire avec une lecture politique ajustée au contexte social dans lequel elles se sont développées.

L'apparition et la consolidation de ces expériences a fait en sorte que la mobilisation sociale a limité l'avancée du programme néolibéral, empêchant qu'il n'imprègne encore plus des secteurs stratégiques de la société tels que l'éducation et la santé. Face à la grave détérioration de l'emploi et à la dégradation politique de l'institution syndicale durant les années nonante, les dénommés "mouvements sociaux" ont joué un rôle primordial dans la protestation sociale à la tête desquels se trouvaient les organisations de travailleurs sans emploi structurées à l'échelle du pays. Ces sujets politiques, évincés du modèle dominant, ont dû se reconstituer en dépit de la gestion publique du chômage qui les a convertis en exclus (Montes Cató, Wilkis, 2004).

Leur *stratégie de résistance* a supposé la "resignification" d'identités propres tant à partir de l'exercice de nouvelles formes de protestation (blocage de routes, piquets) que de pratiques de *recomposition des liens sociaux* (développement d'ateliers formatifs, démarches productives, assemblées, etc.) qui ont-elles-mêmes modelé la construction de cette nouvelle identité. Ainsi, à l'intérieur des organisations le retour à des formes de participation horizontale se manifeste principalement avec l'usage de l'assemblée comme modèle consensuel de prise de décisions.

Ces organisations, qui ont mixé à l'échelle territoriale différentes traditions d'actions politiques et idéologiques, furent un acteur fondamental pour poser le problème de l'exclusion comme question structurelle et obliger l'Etat et les partis politiques à redéfinir leurs stratégies politiques. Comme l'indiquent Delfini & Picchetti (2004), il s'est produit un mouvement de l'usine vers le quartier et du quartier vers la rue comme épicerie de la conflictualité sociale qui s'est accompagné d'un ensemble d'actions territoriales visant à intervenir dans la résolution des problèmes les plus urgents des catégories appauvries. Les mouvements de chômeurs furent l'expression des acteurs les plus relégués qui sont parvenus à rompre la tendance à l'individualisation des conflits qu'imposait la politique néolibérale. Les organisations de chômeurs se sont d'abord déployées dans les grandes métropoles comme

Buenos Aires, Córdoba et Rosario pour se convertir ensuite en interlocuteurs légitimes de l'Etat.

Indubitablement, le moment culminant des luttes populaires s'est produit en 2001 qui correspond à un changement d'époque. Ce virage s'est révélé dans le processus de reconfiguration de la crise politique, du rôle de l'Etat et du modèle économique qui, malgré certaines continuités, a entraîné une recomposition de la scène politique, économique et sociale marquée par la modification des rapports de force.

Dans le contexte belge d'une forte institutionnalisation des relations collectives de travail, les organisations syndicales occupent une place centrale dans la construction d'un mouvement d'opposition aux politiques néolibérales. Cette centralité incontestable de l'acteur syndical ne résume pas pour autant le champ de la contestation sociale. Des groupements de soutien aux chômeurs se sont très tôt organisés pour sensibiliser tant les centrales syndicales que l'opinion publique sur la situation des travailleurs privés d'emploi aux prises avec les orientations de "l'Etat social actif". Plus récemment, des mouvements de citoyens, singulièrement *Tout Autre Chose* (TAC) et *Hart Boven Hard* (HBH)⁵, se sont constitués explicitement pour élargir le champ de la contestation sociale aux milieux associatifs.

Mais il faut tout d'abord souligner un paradoxe. En dépit de l'approfondissement des politiques néolibérales et, à partir de 2014, malgré la confrontation à un gouvernement de droite, largement acquis à l'austérité et manifestement hostile aux corps intermédiaires⁶, le mouvement syndical a conservé l'essentiel de sa force sociale et institutionnelle. A la différence de la plupart des pays européens, le taux d'affiliation se maintient à un peu plus de 50 % de l'ensemble des salariés⁷ et plus de 80 % des chômeurs sont également affiliés et relèvent des caisses syndicales de paiement des allocations de chômage. En outre, ses capacités de mobilisation ne sont pas altérées, comme en témoigne le succès des grèves générales menées ces dernières années⁸ faisant écho à celles de 1993 contre le "plan global" et de 2005 contre le "pacte des générations", qui ont mis tout le pays à l'arrêt, ainsi que les manifestations nationales interprofessionnelles de masse qui continuent à rassembler plus de 100.000 personnes. Les grèves et les manifestations nationales appelées par le front commun syndical sont des marqueurs temporels significatifs de la conflictualité sociale à plus d'un titre (Gracos, 2012 et suivants). Ils correspondent aux "poussées" des politiques néolibérales et révèlent la "mise en échec" de la concertation sociale interprofessionnelle en l'absence de

⁵ Traduit par «Le cœur, pas la rigueur».

⁶ Les organisations syndicales sont particulièrement visées: menace de limitation du droit de grève, de doter les syndicats de la personnalité juridique, projet d'instauration d'un service minimum dans les services publics, mise en cause de leur fonction d'organisme de paiement des allocations de chômage.

⁷ D'après les données de l'OCDE, plus de la moitié des travailleurs salariés sont affiliés à une des trois organisations syndicales représentatives: la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB), la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC) et la Centrale Générale des Syndicats Libres de Belgique (CGSLB).

⁸ Grèves générales du 30 janvier 2012 et du 15 décembre 2014.

marges de négociation. Car c'est bien dans le champ de la concertation sociale institutionnalisée que s'inscrit le répertoire de l'action syndicale.

Si l'inventaire des manifestations et grèves syndicales constitue l'indicateur clé de la conflictualité sociale, il convient également de rappeler que les "années néolibérales" sont émaillées de luttes sociales qui, de prime abord, émergent ou se déploient à l'extérieur du mouvement syndical. Les mouvements de chômeurs occupent une place de choix parmi les luttes sociales inscrivant à leur agenda une lutte active contre les politiques visant à affaiblir les prestations sociales. Les mouvements de luttes accompagnent les détériorations de leurs conditions de vie, qu'il s'agisse des montants et des conditions d'octroi des allocations de chômage ou encore des mesures de contrôle et d'activation du comportement de recherche d'emploi jugés vexatoires.

A la différence des organisations syndicales, ces groupes de chômeurs ne disposent pas de ressources financières, ni de cadres militants permanents. Leurs formes de mobilisation et d'action sont également particulières. Celles-ci s'appuient sur l'espace urbain, tant dans leurs modalités de recrutement que de revendication. L'espace public y est en effet un espace d'expression et de visibilité. Il s'agit bel et bien de rendre visible, de « donner un visage » à des chômeurs faisant l'objet de représentations négatives et de politiques ciblées. Les occupations de locaux des antennes de l'Office National de l'Emploi, les distributions de journaux « écrits par des chômeurs », ainsi que le déploiement de calicots et slogans spécifiques axés sur l'inversion de l'image du chômeur-profiteur (« chômeurs, pas chien », « non à la chasse aux chômeurs », « je chôme, tu chômes ... nous agissons ») témoignent de ces objectifs.

Trois grandes périodes d'action des chômeurs peuvent être dégagées : celle de l'émergence, à la fin des années 70 et au début des années 80 ; celle de la résurgence et de l'internationalisation (européanisation) au milieu des années 90 ; celle, plus récente, qui articule les questions de chômage à un ensemble de problématiques sociales et politiques. A partir du milieu des années 70, au moment où les taux de chômage grimpent et où s'appliquent avec plus d'effets les mesures susceptibles d'écarter certains chômeurs du droit aux allocations, des comités de chômeurs voient le jour à travers le pays (Faniel, 2006). L'enjeu est alors principalement de donner une visibilité à ce groupe social spécifique. Au milieu des années 90, les "marches européennes pour l'emploi" qui vont s'organiser en se greffant sur un tissu social existant ont eu comme effet de donner de la vitalité aux collectifs locaux rassemblant des chômeurs mais aussi d'autres usagers des services sociaux d'assistance sociale. L'inscription urbaine se prolonge d'ailleurs alors dans l'ouverture de lieux de luttes "urbaines" particuliers sur le modèle des centres sociaux italiens. Dans le courant des années 2000, les revendications des comités de chômeurs s'articulent alors clairement à des revendications de « service public » ou collectif. La mobilité devient un terrain de lutte en soi

(collectif sans ticket émanant d'un collectif de chômeur relié au groupe AC! français⁹). Parallèlement, les groupes et mouvements se nourrissent de nouveaux arrivés émargeant du monde de l'art et de la culture dont le statut d'artiste au chômage fait l'objet d'incessantes remises en cause par les pouvoirs publics.

Ces trois dernières années ont vu l'émergence de mouvements cherchant à fédérer les contestations au modèle néolibéral promu par le gouvernement de droite. *Tout Autre Chose* et *Hart Boven Hard* s'appuient sur un tissu associatif fédéré autour de l'éducation populaire et de la lutte contre la précarité. A ces deux composantes s'ajoute la composante "culturelle" et "artistique" qui a joué un rôle d'impulsion important puisque, de fait, ces deux mouvements naissent en réaction aux coupes budgétaires opérées au niveau des services culturels. Ces mouvements ont notamment comme particularité nouvelle dans le champ de la contestation sociale d'articuler des associations et des citoyens en cherchant à les mettre sur le même pied. Le principe consiste à mener une opposition et à façonner des propositions politiques en dehors de tout cadre partisan et par-delà les "piliers". Ces deux mouvements ont par ailleurs tenté d'innover au niveau des *modus operandi* : ils se sont notamment greffés aux actions syndicales menées en front commun pour contester contre les mesures du gouvernement en établissant un parcours en vélo et en fanfare reliant les différents piquets de grève.

Ces deux mouvements ont pris de la consistance en amplifiant les liens informels qui existent entre des personnes, des groupes et des structures plutôt habitués à opérer sur des modes sectoriels. La pluralité des engagements (associant le milieu syndical au monde associatif, notamment) a certainement joué en faveur de cette dynamique convergente, autant qu'elle a élargi le champ de la contestation, aux alternatives possibles au modèle néolibéral en matière d'environnement, de relations internationales (TTIP), de culture, de services publics, de cohésion sociale.

Ce qui est ressenti comme étant « attaqué », c'est non seulement le travail et ses conditions, mais aussi et surtout la possibilité de « faire société » et de s'engager socialement dans de multiples sphères. Dès lors, ce n'est plus le lieu du travail ou du non-travail qui sert de référence à l'action mais davantage ce qui permet de faire lien : la ville, les quartiers, les territoires. Plusieurs signent nous en indiquent la voie. Premièrement, la contestation prend pour objets un ensemble de services territoriaux, destinés non pas directement à la figure du travailleur mais à celle du citoyen et du citoyen (notamment l'occupation des bâtiments de l'administration de la politique scientifique, mais aussi des Services Publics d'Action Sociale municipaux). Deuxièmement, ces mouvements se sont développés en décentralisant progressivement les lieux de décision et de concertation sur base municipale. Troisièmement,

⁹ Groupe constitué autour d'un appel lancé en octobre 1993 par des syndicalistes et militants associatifs, Agir ensemble contre le Chômage (AC) s'est fait connaître par les "marches contre le chômage".

les formes de mobilisation et de manifestation (“La Grande Parade¹⁰”) s’appuient directement sur les forces associatives urbaines qui impulsent une exigence de créativité (production de chars carnavalesques, etc.).

Il n’en reste pas moins, comme nous le verrons plus loin, que dans tous ces cas de figures, le mouvement syndical reste central, à plus d’un titre.

3. Innovations et limites des stratégies politiques des organisations syndicales

Nous allons à présent examiner les relations entretenues entre mouvements sociaux de luttes contre la précarité et les structures syndicales dans le cadre de leurs résistances au néolibéralisme. Loin de promouvoir l’idée d’une étanchéité entre ces mouvements – nouveaux contre anciens, travail contre thématiques plus larges –, les cas argentins et belges permettent, à l’inverse, de saisir la variété de relations tantôt enchevêtrées, tantôt conflictuelles.

3.1. La situation en Argentine

La mise en œuvre brutale du programme néolibéral que nous décrivions antérieurement a transformé les relations des institutions syndicales à l’Etat et soulevé un questionnement fondamental sur les formes traditionnelles de constitution et d’usage du pouvoir syndical. Dans cette crise, deux modèles de syndicalisme se sont démarqués en Argentine.

Le premier modèle renvoie aux organisations qui ont marqué une tendance à l’adaptation (Murillo, 1997), incluant une grande partie des syndicats les plus puissants de la CGT (Confederación General del Trabajo), où s’est renforcé une orientation gestionnaire suivant laquelle la consigne n’est plus l’endoctrinement politique et la culture de la confrontation, sinon la culture de la négociation et la prédominance d’une fonction de prestataire de services et de formations professionnelles (Martuccelli y Svampa, 1997). L’expansion de ce modèle rend compte d’un changement de rôle quant à la fonction d’intégration sociale du syndicalisme, dans lequel l’entité syndicale se convertit en un acteur politique incorporé aux mécanismes de régulation du système, qui définit des politiques de concertation et des accords, mais délaisse son rôle dans la construction d’identités et de solidarités plus permanentes. Sur ce plan, la prépondérance de la logique marchande délimite des formes de participation subordonnée, dans lesquelles se produit une forte différenciation entre les dirigeants et les affiliés – qui finissent par être considérés comme des clients – ce qui est préjudiciable à la formation d’une identité autonome des travailleurs.

A l’opposé, la notion d’un syndicalisme “autonome” s’affirme : il cherche à réduire le poids de l’organisation centrale et à dynamiser les débats à travers les commissions internes de

¹⁰ La “grande parade” est une manifestation dans les rues de Bruxelles organisée par Tout Autre Chose et Hart Boven Hard à trois reprises, en 2015, 2016 et 2017 comme l’expression d’un mouvement citoyen et associatif à l’encontre des politiques néolibérales.

délégués. Ce syndicalisme vise à construire une approche militante du syndicalisme soutenue par des représentations collectives, des visions du monde et des processus d'interaction sociale visant à unifier les secteurs que le système tend à exclure ou à opposer entre eux (Martuccelli & Svampa, 1997). C'est cette approche que la CTA a tenté de mettre en place dans les années 90 associée à une pratique collective de participation qui offre la possibilité de créer un fort sentiment d'appartenance et d'engagement entre les membres, indépendamment de l'offre de stimulants matériels. Il s'agit de renforcer la construction d'une identité sociale capable d'unir les travailleurs autour d'intérêts collectifs propres, de manière autonome et en claire altérité avec les intérêts d'autres groupes sociaux. Ainsi, la CTA pratique un système d'affiliation directe et incorpore comme sujets politiques les mouvements de travailleurs sans emploi, les organisations sociales pour le droit au logement, les communautés indigènes, les coopératives, les organisations de quartiers, les associations de consommateurs, etc. Ce système a contribué à amplifier et rénover l'action syndicale qui jusqu'alors se concevait à l'échelle de la centrale syndicale.

La différence entre les deux centrales (CGT & CTA) apparaît précisément à la lumière de la transformation du sujet travailleur. Pendant que le courant hégémonique de la CGT réaffirmait le modèle traditionnel du syndicalisme "usine/industriel" masculin et national, l'esprit de la CTA fut de reconfigurer l'institution syndicale, en incluant les intérêts des travailleurs situés à la périphérie instable du travail classique c'est-à-dire les précarisés, les chômeurs et les exclus, mais aussi les organisations qui ne se regroupaient pas autour du travail mais sur des thématiques telles que le logement ou les revendications des minorités sexuelles.

La consolidation de cette forme de syndicalisme démocratique qui tentait de répondre avec de nouveaux outils organisationnels aux nouvelles formes d'oppression au travail fut sans nul doute la principale nouveauté en termes d'innovation politique dans le paysage syndical de ces dernières décennies. Bien que la CTA ait joué un rôle de premier plan dans le processus de résistance aux politiques néolibérales, son champ d'intervention est resté limité au secteur public en termes de représentation syndicale ; elle n'a pas pu s'imposer institutionnellement parce que l'Etat ne lui a jamais accordé la reconnaissance en tant que centrale syndicale. Avec l'arrivée du kirschnerisme¹¹, la recomposition du marché du travail, le renforcement des syndicats traditionnels du secteur privé et les politiques internes au sein de la CTA, le potentiel politique de cette centrale s'est notablement affaibli.

Dans le contexte du retour de la croissance économique et de la réinstallation d'une certaine tradition nationale et populaire avec le kirchnérisme, le syndicalisme a expérimenté un processus singulier et paradoxal : un renforcement de sa position conjointement à une notable fragmentation au niveau institutionnel. Les changements macroéconomiques, que la reconstruction du marché du travail et le développement du marché interne ont permis, lui ont

¹¹ Mouvement politique d'influence péroniste qui a gouverné l'Argentine entre 2003 et 2015, sous la présidence de Nestor Kirchner et ensuite de Christina Kirchner.

rendu une capacité de négociation perdue et la montée de la conflictualité syndicale l'a repositionné comme interlocuteur de poids sur la scène politique. Cependant, dans le cas des syndicats plus importants principalement regroupés au sein de la CGT, ce renforcement s'est inscrit dans une logique corporative qui a amplifié leur capacité d'action de défense des intérêts des affiliés mais sans perspective de stratégie politique, ni sur le plan institutionnel (en rapport avec le parti politique au pouvoir), ni par un renouvellement de sa conception de l'action qui aurait permis d'inclure une classe de travailleurs diversifiée hors du salariat classique.

Parallèlement à cette reconfiguration institutionnelle, signalons le processus de reconfiguration qualitativement importantes de la structure syndicale à partir de ses bases de représentation. Notons tout d'abord une résurgence de la conflictualité sur les lieux de travail (Azpiazu, Schorr, & Basualdo, 2010 ; Montes Cató & Ventrici, 2010 ; Ventrici, 2012 ; Duhalde, 2012). En termes politiques, cette réactivation des conflits et de la militance dans les espaces de travail a contribué à mettre en évidence des contradictions et des tensions de longue date dans les syndicats. Le manque de rénovation et d'adéquation des structures face aux problématiques du moment et tout spécialement le déficit de démocratie interne sont apparus comme les traits les plus discutés. Ce phénomène inclut un éventail ample d'expériences qui va d'un activisme diffus, la formation de comités d'entreprises d'opposition, des divisions internes jusqu'à la création d'un syndicalisme parallèle. Une des principales innovations de cet ensemble d'expériences réside dans l'imbrication de lutte traditionnelles à la logique des mouvements sociaux dans le registre syndical traditionnel (articulation avec d'autres sujets sociaux, assemblées et démarches participatives, expressions renouvelées de la tradition nationale et populaire, etc.). D'une certaine manière, ces pratiques prennent sens en référence aux traditions ouvrières historiques. Cette imbrication porte l'empreinte de 2001 qui englobe toute une série de processus politico-sociaux de résistance surgis au plus fort de la crise, parmi lesquels on distingue les nouvelles formes de protestation sociale (piquets, *cacerolazos*, *escraches*), les stratégies de résistance basées souvent sur des processus autogestionnaires (récupération d'usines par les ouvriers, prise de terres, micro-entreprises) et l'implémentation de méthodes participatives qui se revendiquent de l'horizontalité, spécialement les assemblées.

Cet ensemble de traditions se manifeste dans la capacité de ces organisations à assimiler des conceptions, méthodes, pratiques de résistance situées en dehors de leur secteur propre et du salariat en général (organisations territoriales, moyens de communication alternatifs, groupes d'artistes, usines récupérées, etc.). Un autre aspect relevant de cet impact politique de l'expérience des mouvements sociaux sur la pratique syndicale réside dans le facteur générationnel par la présence notable de l'activisme des jeunes. La réactivation du marché du travail a impliqué l'incorporation massive d'une génération dans les espaces de travail et par conséquent une recomposition des bases de la représentation syndicale. Ces jeunes, socialisés politiquement dans la période post-néolibéralisme, sont marqués par les ruptures de 2001 et portent de nouvelles formes de politisation dans les espaces de travail (nouvelles revendications, formes d'expression et d'action, etc.).

3.2. La situation en Belgique

Une telle dualisation du mouvement syndical ne s'observe pas en Belgique. Le syndicalisme belge, par son histoire spécifique, et malgré les courants qui le traversent, répond majoritairement à une logique d'intégration sociale, se démarquant du corporatisme anglo-saxon et de la perspective révolutionnaire du syndicalisme français à ses débuts¹². Son inscription au sein des piliers idéologiques - socialiste, chrétien et libéral - aux côtés des partis politiques, des mutuelles, des coopératives et du tissu associatif a posé les bases d'un syndicalisme de masse ouvert en particulier aux groupes sociaux les plus fragilisés. Les syndicats belges ont dès lors occupé une place centrale dans l'instauration et ensuite la gestion paritaire de l'assurance-chômage. En Belgique, le paiement des allocations de chômage assuré par les syndicats¹³ contribue au recrutement et à la fidélisation des jeunes et des nouveaux arrivants sur le marché du travail, ce qui explique les taux d'affiliation élevés que connaissent les travailleurs précaires, intérimaires ou à temps partiel. Les chômeurs en particulier représentent entre 15% et 20% des affiliés dans chacune des organisations représentatives. D'une certaine façon, l'assurance-chômage a contribué à stabiliser l'affiliation syndicale : les caisses de secours mutuel, puis les caisses de chômage, attirent des membres, y compris en périodes de crise, qui dès lors ne se traduisent pas par des ressacs de la syndicalisation. Malgré une réticence patronale évidente, les syndicats ont conservé ce rôle d'organisme de paiement.

Du point de vue des luttes sociales également, les groupements de chômeurs et les syndicats entretiennent des rapports à plus d'un titre : des rapports les plus institués aux soutiens mutuels ou aux conflits où se lisent l'importance que les uns portent aux autres. La plupart des mouvements de chômeurs, même les plus autonomes de la structure syndicale, thématisent un lien revendicatif entre la condition de chômeur bénéficiant d'allocations et celle des travailleurs salariés, partant de l'analyse partagée selon laquelle "l'emploi est déstabilisé par l'activation du chômage" (Alaluf & Martinez, 1999). Aux revendications matérielles et symboliques (accès aux droits sociaux, montants des allocations, respect aux "guichets" administratifs et syndicaux) s'ajoutent, de manière de plus en plus prégnante, des revendications portant sur la place et l'organisation des chômeurs dans le mouvement syndical en tant que "travailleurs sans emploi". Dans des organisations syndicales structurées en centrales professionnelles et en régionales interprofessionnelles, ce sont les régionales qui, sur une base territoriale, soutiennent le cas échéant les comités de chômeurs par la mise à disposition de locaux, le soutien financier de journaux produisant un discours critique de l'Etat social actif ou l'inclusion de "commissions de travailleurs sans emploi".

¹² Nous nous référons ici à la typologie proposée par Richard Hyman (Understanding European Trade Unionism. Between Market, Class & Society).

¹³ C'est d'ailleurs en Belgique, au début du XXe siècle, qu'est né le "système de Gand" dans lequel les caisses syndicales étaient subsidiées par les pouvoirs publics.

Pour saisir la modalité d'intégration des chômeurs au sein des syndicats autant que les critiques formulées par ces mêmes mouvements à leur rencontre, il faut saisir, outre le rôle d'organisme de paiement des allocations de chômage, les éléments structurants du syndicalisme belge. Alors que les centrales professionnelles détiennent les moyens financiers issus des cotisations des membres et sont prépondérantes dans la définition des positions et des stratégies syndicales, les comités de chômeurs n'ont voix au chapitre qu'au sein des régionales pour tenter d'infléchir l'action syndicale sur la question du chômage. La faiblesse intrinsèque du mouvement des chômeurs due à la "volatilité" de ses membres se redouble d'une faiblesse institutionnelle et se traduit par une faiblesse relative des revendications syndicales sur le chômage. Aux côtés de ces inclusions institutionnelles coexistent donc une série de groupements, d'initiative syndicale ou non :

- Un ensemble de groupes, soutenus par les syndicats mais comme organes extérieurs à ceux-ci. La thématique de l'aide sociale s'y articule à celle du chômage dans une critique commune de l'activation. C'est alors sous l'impulsion de régionales syndicales et de personnalités particulières au sein de celles-ci que ces groupements existent à destination d'un public large, au-delà des militants syndicaux. Ces organes cherchent à jouer le rôle d'aiguillon politique et syndical.
- Un ensemble de groupes constitués hors des syndicats, portant une critique frontale quant à leur fonctionnement mais se présentant comme héritier de luttes syndicales qu'ils disent « authentiques » autant que des formes d'invention syndicale (les caisses de grève).
- Un ensemble de groupes, très minoritaires, héritiers des mouvements « situationnistes » pour lesquels l'ensemble des institutions, y compris syndicales, ne méritent aucun intérêt politique.

Très récemment, les syndicats ont également cherché à s'allier à la « société civile » pour chercher à renforcer leur action et à défendre leur image. Les *Acteurs des Temps Présents* sont une initiative d'une centrale professionnelle, les *Métallos*, cherchant à s'allier à des artistes, des agriculteurs et des universitaires. La stratégie consiste, ici aussi, à fabriquer des organes de contestation susceptibles de s'autonomiser de la structure syndicale. C'est également, politiquement parlant, le constat du recul de l'entreprise unifiée comme base de l'action syndicale et l'émergence de l'importance de la ville – entre deux contrats plus ou moins précaires – comme ressource de mobilisation qui y est mise en scène.

Hard Boven Hard (HBH) et *Tout Autre Chose* (TAC) n'activent pas tout à fait le même vivier militant. Artistes, intellectuels, acteurs du monde culturel se sont fédérés hors des syndicats, d'abord en réaction à « l'appauvrissement intellectuel néolibéral ». Cependant, à la naissance de ces mouvements, particulièrement au sein de HBH, s'est posée la question du ralliement à l'action syndicale. La décision prise d'appeler à prendre part aux manifestations syndicales découle de l'urgence ressentie d'arriver à créer, face au nouveau gouvernement de droite, un rapport de force augmenté. Inversément, le calendrier des actions scande le calendrier du mouvement syndical qui, par tous les moyens, appelle ses militants à participer à ces événements. Comment le comprendre ? Tout d'abord par l'implication, dès l'origine, de

personnalités syndicales importantes – à titre personnel – dans ces mouvements, sans pour autant en assumer la direction. Du côté flamand, la forte présence d’acteurs syndicaux au sein d’HBH vient témoigner de la faiblesse du mouvement syndical flamand qui se met à compter sur la force mobilisatrice du tissu social pour augmenter la résistance aux nouvelles mesures gouvernementales. Il s’agit aussi très pragmatiquement de mises à disposition d’une infrastructure syndicale – les réunions de coordination et deancements se tiennent, de temps à autres, dans les locaux nationaux du syndicat le plus important en Belgique pour ce qui concerne TAC. Mais si ces alliances sont effectives c’est qu’il s’agit, plus profondément encore, d’une relation nouée dans l’histoire des luttes sociales propres au secteur associatif. Ce secteur dispose, particulièrement depuis le milieu des années 90, de représentations syndicales fortes susceptibles de conclure des conventions collectives. Cela signifie donc qu’au moment où la société civile organisée commence à se sentir de plus en plus menacée, celle-ci dispose d’un soutien du monde syndical. De ce tissu sociopolitique organisé historiquement en monde socialiste et en monde chrétien, il en ressort que syndicats et associations disposent bel et bien de scènes communes d’échanges en vertu de cet héritage. L’enjeu pour ces mouvements citoyens réside alors dans la possibilité d’articuler ces « mondes » sans se retrouver inféodés à l’un ou à l’autre.

Il n’est donc pas possible de penser le rapport entre mouvements sociaux et mouvement syndical à la manière d’une confrontation dans le champ de la lutte sociale. Partout où nous portons le regard, c’est d’intrications complexes, certes parfois conflictuelles, dont il s’agit. L’image d’un champ élargi des luttes sociales convient mieux ici que celle d’une étanchéité entre acteurs.

Conclusions

La comparaison des cas argentin et belge conduit tout d’abord au constat d’une désynchronisation du cycle néolibéral. Celui-ci a connu sa phase la plus aigüe durant la décennie nonante en Amérique Latine, alors qu’au sein de l’Union Européenne, une radicalisation des politiques néolibérales s’est marquée paradoxalement “à la faveur” de la crise financière de 2008. Partout cependant, le tournant de la rigueur a été engagé dès les années 1980 dans le contexte déterminant de l’avènement du capitalisme financiarisé et mondialisé. Des différences apparaissent néanmoins non pas tant dans la nature mais bien dans l’ampleur des effets du programme néolibéral sur la cohésion sociale.

Bien que la périodicité du cycle néolibéral et des résistances qui y répondent soit différente, des enjeux identiques traversent les deux cadres socio-politiques nationaux. Ceux-ci se rapportent fondamentalement au principe même d’un mouvement syndical de transformation sociale, dont la perspective depuis ses origines aura été de chercher à induire des comportements collectifs et à construire des solidarités effectives à même de contrer la mise en concurrence des salariés, d’améliorer les conditions de vie et de travail et de peser sur la redistribution des revenus. La capacité syndicale de fonder un contre-pouvoir au niveau de l’entreprise et, plus largement, de la société tout entière repose, d’une part, sur son

autonomie revendicative, dont les principaux ressorts résident dans l'adhésion des travailleurs à travers l'affiliation et son ancrage dans les espaces de travail, et, d'autre part, sur la légitimation qu'accorde l'Etat à l'acteur syndical dans le cadre de systèmes de concertation sociale plus ou moins institutionnalisés. Or, comme on le voit dans l'Argentine des années nonante et en Belgique, plus particulièrement, après le déclenchement de la crise financière de 2008, le propos du néolibéralisme est de dé-légitimer l'acteur syndical dans son rôle de transformation sociale, en cherchant à dépolitiser le débat public sur les orientations économiques et, par là, à réduire les marges de la concertation sociale.

A l'encontre des théories des mouvements sociaux qui ont quelquefois opposé et cloisonné mouvements citoyens et mouvement syndical, les expériences rapportées tendent au contraire à étayer l'hypothèse d'une stimulation et d'un renforcement réciproques, toutefois selon des modalités différentes dans les deux pays. En Argentine, l'action collective des chômeurs, des associations de quartiers pauvres, de groupes spécifiques, ancrés dans les territoires au-delà des espaces de travail, ont contribué à l'émergence d'une alternative syndicale et ont renouvelé le répertoire de l'action syndicale en insufflant des pratiques participatives et autogestionnaires. Cette réactivation des luttes populaires et syndicales participe de la formation d'une nouvelle scène sociale et politique qui a permis d'infléchir les politiques néolibérales dans les années 2000. En Belgique, dans le contexte d'un syndicalisme historiquement inclusif, tiraillé cependant en permanence entre des tendances gestionnaires et d'ouverture aux acteurs du changement social, des rapports ambivalents à l'égard des groupements de chômeurs et des mouvements citoyens traversent les grandes organisations syndicales représentatives. Que ceux-ci soient impulsés par les syndicats ou se déploient à côté d'eux, c'est toutefois une logique de convergence des luttes qui paraît dominer, soutenue par des revendications communes, des complémentarités dans l'agenda des actions et des engagements militants pluriels. Dans les deux cadres sociétaux, les convergences et émulations mutuelles apparaissent d'autant plus explicites aux périodes où les syndicats sont privés de relais politiques et de leur rôle institutionnel dans le champ de la concertation sociale.

Bibliographie

Alaluf M., Martinez E. (1999), "Bélgica : el empleo desestabilizado por el desempleo. Empleo precario y desempleo activo", in Carlos Prieto, *La crisis del empleo en Europa*, Germania Alzira, 37-64.

Azpiazu, D., Schorr, M., Basualdo, V. (2010), *La industria y el sindicalismo de base en la Argentina*, Editorial Cara o Ceca, Buenos Aires.

Delfini, M., Picchetti, V. (2004), "De la fábrica al barrio y del barrio a las calles. Desempleo y construcción de identidades en los sectores desocupados del conurbano bonaerense", en

- Battistini, O (comp.), *El trabajo frente al espejo. Continuidades y rupturas en los procesos de construcción identitaria de los trabajadores*, Buenos Aires : Prometeo.
- Duhalde, S. (2012), Las potencialidades políticas de lo gremial y sus límites. Un caso de sindicalismo clasista, ATE-Garrahan 2002-2008, *Revista Sociohistórica* n° 30, 121 – 145.
- Faniel, J. (2006), “L’organisation des chômeurs dans les syndicats”, *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1929-1930.
- Gracos, I. (2012, 2013, 2014, 2015), “Grèves et conflictualité sociale en 2011 (2012, 2013, 2014)”, *Courrier hebdomadaire du CRISP*.
- Martuccelli, D., Svampa, M. (1997), *La plaza vacía. Las transformaciones del peronismo*, Losada, Bs As.
- Montes Cató, J.S., Ventrici, P. (2010), “El lugar de trabajo como espacio de resistencia a las políticas neoliberales. Reflexiones a partir de las experiencias de los trabajadores telefónicos y del subte”, *Revista Theomai*, n° 22.
- Montes Cató, J.S., Wilkis, A. (2004), "Movimientos de desocupados en la Argentina: la encrucijada de la representación política de los sectores subalternos", en Lenguita y Galafassi (comp.) *Movimientos Sociales y Nuevas Prácticas Políticas en Argentina*, Buenos Aires, 65- 98.
- Murillo, M. (1997), “La adaptación del sindicalismo argentino a las reformas de mercadodurante la primera presidencia de Menem”, *Desarrollo Económico*, vol. 37. N°147, 419-446.
- Ramaux, Ch. (2012), *L’Etat social. Pour sortir du chaos néolibéral*, Paris, Mille et une nuits.
- Ventrici, P. (2012), *Sindicalismo de base en la Argentina contemporánea. El cuerpo de delegados de Subterráneo*, Tesis de Doctorado, Doctorado en Ciencias Sociales, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires.